

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1469 - 8 mars 1990 - 4,5 F

D 1469 PANAMA: LATINO-AMÉRICANISME ET INTERVENTION NORD-AMÉRICAIN

L'intervention militaire des Etats-Unis au Panama du 20 décembre 1989 (cf. DIAL D 1458 et 1467) n'a pas fini de révéler ses effets dans la conscience latino-américaine. Le 14 février 1990, les derniers soldats nord-américains venus pour cela des Etats-Unis - en soutien de ceux présents dans la zone du canal de Panama - quittaient officiellement le territoire panaméen.

Le commentaire ci-dessous du Panaméen Xavier Gorostiaga, actuellement au Nicaragua (cf. DIAL D 1431), fait le bilan politique de l'opération et présente quelques hypothèses pour l'avenir. Editorial repris de *Pensamiento Proprio* de janvier/février 1990.

Nous précisons que ce texte a été écrit avant les élections nicaraguayennes du 25 février, dans la perspective du maintien des sandinistes au pouvoir.

Note DIAL

PANAMA: UN DRAPEAU PROPRE DANS DES MAINS SALES

par Xavier Gorostiaga
(Intertitres de DIAL)

La détente internationale n'arrive pas jusqu'en Amérique centrale qui reste sous le signe de l'affrontement, de la guerre froide, ainsi que des vieilles politiques d'agression, de contrôle hégémonique et de non respect du droit international. Le mur de Berlin est tombé mais le mur d'Amérique centrale ne l'est pas. Au contraire le gouvernement Bush le consolide avec une fermeté politique plus grande que celle de Reagan, en profitant de ce que les pays socialistes sont par trop repliés sur leurs problèmes.

(Souveraineté nationale et souveraineté populaire)

Le drapeau immaculé du Panama était entre des mains particulièrement sales: la juste cause du peuple panaméen dans le sens de l'autodétermination et de l'attachement aux traités sur le canal a souvent été confondue avec la défense de Noriega qui se présentait comme son porte-drapeau. On n'a pas su faire la distinction. Des erreurs ont été commises, y compris au Nicaragua. Parce que les critiques à Noriega n'ont pas été assez claires, il a semblé parfois qu'on le soutenait, alors qu'en réalité le soutien allait à la cause du Panama. C'est ce manque de distinction qui a affaibli la cause du Panama.

Noriega finira comme il a vécu: il n'a pas eu la dignité de défendre son peuple, il a fait passer sa sécurité personnelle avant la sécurité nationale du Panama. C'est une leçon importante que nous devons retenir des peuples d'Amérique centrale: la souveraineté nationale doit être en rapport avec la souveraineté populaire. Assimiler la souveraineté nationale et une figure corrompue n'est jamais profitable.

D 1469-1/4

L'incapacité de Noriega à résister, l'abandon du peuple à une force d'invasion, et le fait que ce soit le peuple qui ait spontanément - parfois le sous-prolétariat lui-même - pris la défense de la nation et saboté une économie qui ne lui avait pas permis de survivre durant les dix-huit mois écoulés, sont autant d'éléments mettant en évidence la formidable confusion à l'intérieur du pays et le traumatisme national qui en est résulté. Il est probable qu'en ces fêtes de Noël les Panaméens ont maudit l'invasion nord-américaine, mais aussi Noriega et ce qu'il représentait. Ce désenchantement a engendré une passivité sur laquelle les Etats-Unis ne doivent pas se faire d'illusions, car le nationalisme peut ressurgir très vite étant donné que les Panaméens ne s'en sont aucunement défait, même si pour l'heure ce sentiment est en sommeil.

Mais si le drapeau immaculé du combat du peuple panaméen était entre les mains sales de Noriega, les mains sales des Etats-Unis brandissent aujourd'hui, avec leur intervention, un drapeau qui est également sale.

Aucune exigence nord-américaine ne justifie l'intervention au Panama. L'occupation du pays n'a pas été motivée par la défense du canal: celui-ci a été fermé pour la première fois depuis ~~soixante~~ quinze ans, non pas à cause des Panaméens, mais à cause de l'invasion. Les citoyens nord-américains au Panama n'ont jamais été aussi menacés que durant cette invasion: s'il y a une chose que le Panama peut présenter au monde en toute dignité, c'est bien le respect avec lequel il a traité les citoyens nord-américains, en dépit de la triste histoire des relations entre les deux pays. Il y a cependant un détail sur lequel la communauté latine des Etats-Unis doit réfléchir: la majorité des troupes d'intervention était faite d'hispanophones d'origine latine, à savoir des Portoricains, des Dominicains et des Chicanos (1). Le premier tué "gringo" a été un Péruvien. Comme dirait Don Quichotte: ça ne sent pas la rose.

(Une question de décence nationale)

Dans ces conditions, ni la défense des citoyens nord-américains ni la défense du canal, ni non plus les poursuites judiciaires contre Noriega ne justifient une invasion qui a probablement coûté plus de mille morts, de terribles souffrances et la destruction du pays, et qui n'a aucunement réglé ~~mais~~ bien plutôt compliqué la recherche d'une issue démocratique pour le Panama, avec un gouvernement aux ordres.

Le Panama pourra bien avoir un régime plus décent, plus normal que celui de Noriega, ce ne sera pas un régime démocratique. Un président de la République qui est nommé et prête serment sur une base militaire étrangère, naît avec un péché originel qui lui sera difficilement pardonné. Il lui faudra faire preuve de beaucoup de dignité nationale pour obtenir une légitimité dans le pays, en dépit de la profonde illégitimité de Noriega.

La décence voudrait qu'à court terme les troupes d'occupation quittent le pays et qu'Endara organise des élections sous contrôle international. Ce serait la condition pour que le Panama connaisse une paix stable et dispose d'un gouvernement reconnu par l'Amérique latine.

Par ailleurs, si le nouveau gouvernement a du bon sens, il cherchera à normaliser le plus rapidement possible les relations avec le Nicaragua et l'Amérique latine, car ce serait là le chemin de sa légitimité internationale. Si le Panama restructure sa plateforme de services transnationaux comme base de son économie - la zone franche de Colon, le canal, la flotte des pavillons de complaisance -, le Nicaragua devrait recevoir un traitement parfaitement identique à celui des autres pays car une plateforme de services transnationaux ne fait pas de distinctions politiques.

[1] Nord-Américains d'origine mexicaine [NdT].

En cas contraire ce serait un hara-kiri économique. Enfin, le nouveau gouvernement doit être le premier intéressé à préserver les traités sur le canal, sans discrimination envers un quelconque pays, et à demander un contrôle international pour l'étape la plus dure de leur mise en application.

(Deux hypothèses par rapport au Nicaragua)

Il reste à voir si les Etats-Unis vont se servir de ce gouvernement comme d'une arme contre le Nicaragua. Cela dépend d'un dilemme interne aux Etats-Unis. L'intervention au Panama a eu pour but principal de donner satisfaction à l'extrême-droite nord-américaine, adversaire des traités sur le canal et qui a été très mécontente de l'incapacité de Bush à intervenir au moment du coup d'Etat de novembre contre Noriega. Avec cette invasion - une démonstration à la Rambo - la droite va probablement rester plus tranquille et le président pourrait chercher à normaliser les relations avec le Nicaragua après les élections de février. Ainsi, l'intervention au Panama pourrait être l'ultime démonstration de force impériale, anachronique en cette fin de XXe siècle, à l'heure de la détente politique.

Mais il y a une autre possibilité. Si l'ultra-droite veut encore plus de sang, la politique agressive envers le Nicaragua pourrait être ouvertement poursuivie grâce à cette autre plateforme: le Panama. Quand les Etats-Unis adoptent une position très dure et que cela donne des résultats, ils continuent de miser sur cet avantage dans les mois qui suivent, comme cela s'est produit avec l'invasion de la Grenade. Il est évident que l'effondrement total du régime de Noriega leur a facilité la tâche.

Quel sera l'élément dominant? Une grande part de ce qui va se passer dépend de la société civile des Etats-Unis, du bon sens de la communauté politique, de l'intelligentsia et des Eglises.

Le Nicaragua lui aussi est intéressé à ce que la négociation et le dialogue constituent la dynamique normale des relations dans la région, à l'heure où le Panama pourrait être un nouveau membre du marché commun centro-américain, ainsi qu'il l'a demandé l'année dernière. Une politique souple, surtout après les élections. Mais peut-être les blessures et l'affrontement sont-ils encore trop proches. Il faudra une période de calme et de pragmatisme des deux côtés. Comme Panaméen, je recommande au peuple de Panama, au gouvernement surtout, de normaliser les relations avec le Nicaragua, et à ce dernier de faire de même avec le Panama, afin de mettre un terme à cette triste histoire et de parvenir à ce que les Etats-Unis quittent réellement le pays. Car ils pourraient très bien replier leurs forces militaires dans la zone du canal, tout en continuant d'exercer un contrôle technique, politique et économique sur le nouveau gouvernement, plus discrètement certes, mais grâce à une occupation réelle et prolongée. Cela ne convient ni au Panama ni au Nicaragua ni aux Etats-Unis.

(L'intérêt du procès Noriega)

Il faudra voir la façon dont va se dérouler la crise et l'affaire de Noriega. Le procès en justice aux Etats-Unis, par ailleurs, pourrait être formidablement intéressant du fait que le péché originel de Noriega est d'avoir été formé par les Etats-Unis. Impliqué dans le trafic de drogue depuis les années 70 et devenu bouc émissaire, Noriega était-il particulièrement lié au cartel de Medellin, celui qu'on cherche à démanteler en Colombie sans toucher au cartel de Cali, lequel est davantage lié à l'aristocratie des forces armées colombiennes et semble avoir des liens importants avec des groupes de pouvoir aux Etats-Unis?

La rivalité entre ces deux cartels peut expliquer en partie les assertions de Noriega. C'est là un sujet qu'un jugement limpide devrait tirer au clair pour lancer une campagne honnête contre la drogue aux Etats-Unis et en Amérique latine. C'est

également important pour l'Amérique centrale, malheureusement devenue lieu de passage et plateforme du trafic de stupéfiants aux conséquences très graves au Costa Rica, au Honduras et au Guatemala. Nous avons intérêt, ainsi que le peuple nord-américain, à ce que le cas Noriega serve à clarifier une fois pour toutes le rôle de nombreux intérêts nord-américains et des cartels colombiens dans le trafic de stupéfiants, de façon à jeter un pont de collaboration et de fraternité entre les deux peuples, et non de s'en servir comme argument au service de sombres intérêts.

(La conscience latino-américaine)

Après le coup de force réussi, la tentation est grande d'en prolonger les effets. Il est clair que la perquisition dans la résidence de l'ambassadeur nicaraguayen, les vols d'espionnage au-dessus du Nicaragua, le mépris et la violation du droit international, ainsi que le langage reaganien du gouvernement Bush montrent que la menace reste en suspens. Cela explique l'attitude défensive du Nicaragua et la nouvelle offensive des Etats-Unis à propos des élections nicaraguayennes.

Si les Etats-Unis entreprenaient d'envahir le Nicaragua, ils subiraient une sérieuse défaite politique et même militaire qui ne serait pas digérée en quelques mois. Le Pentagone en a clairement conscience. Les élections en préparation montrent par ailleurs que, malgré la crise économique et son affaiblissement politique consécutif, le Front sandiniste conserve le soutien de la majorité de la population. Le Pentagone en a parfaitement conscience. C'est ce même Pentagone qui s'est refusé à intervenir en novembre au Panama, avant d'avoir la garantie de la décomposition totale du régime Noriega.

On a dit que les années 80 ont été une décennie perdue. Il serait regrettable que nous commencions les années 90 sous le signe, non pas seulement d'une perte, mais d'une déroute latino-américaine. Ce serait de mauvais augure, en nous approchant de 1992, de constater qu'au bout de cinq cents ans nous continuons d'être asservis. Torrijos (2) a soulevé la question du canal comme marque initiale d'une ère nouvelle de "latino-américanité". Sans le soutien de l'Amérique latine, les traités sur le canal n'auraient pas été signés.

Le général Torrijos avait eu la clairvoyance et l'honnêteté de dire que ces traités obligeraient son pays à "vivre sous le parapluie du Pentagone". Les faits lui ont donné raison. L'invasion a eu lieu quelques jours avant l'application d'une clause essentielle du traité: le 1er janvier devait voir un administrateur panaméen prendre le contrôle de la Compagnie du canal, et le conseil directeur de la voie d'eau être pour la première fois constitué d'une majorité de Panaméens. Avec leur intervention, les Etats-Unis ont créé les conditions d'une continuation du contrôle de la route interocéanique par le biais d'un gouvernement aux ordres. Si l'Amérique latine, dans sa marche vers la démocratie, ne dénonce pas vigoureusement ces "démocraties sous tutelle" directement soutenues par Washington ou contrôlées par des forces militaires alliées aux Etats-Unis, la décennie de 1990 sera perdue pour ce qui est du renforcement de la démocratie sur notre continent.

[2] Prédécesseur de Noriega comme chef des armées puis, comme chef de l'Etat, signataire du traité de 1977 sur le canal (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441